

Quelques chiffres extraits du Livre blanc

- 1** – Une stratégie de sécurité nationale pensée de façon globale.
- 2** – Les crédits du spatial militaire seront multipliés par deux en moyenne annuelle sur la période à venir.
- 3** – Une stratégie industrielle construite autour de trois cercles : un cercle de souveraineté nationale, un cercle européen et un cercle mondial.
- 4** - La force océanique stratégique sera composée de quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.
- 4** – Toute prolongation d'une intervention extérieure au-delà de quatre mois devra faire l'objet d'une autorisation, par un vote du Parlement.
- 5** – Cinq fonctions stratégiques redéfinies : connaissance et anticipation, dissuasion, prévention, protection, intervention.
- 5** - Cinq grands groupes de défense se partagent trois programmes européens concurrents d'avion de combat. Cette situation est emblématique de la fragmentation du tissu industriel européen de défense.
- 6** – Les capacités sous-marines constituent une priorité stratégique. Le Livre blanc fixe à six le nombre de sous-marins nucléaires d'attaque dont doit être équipée en permanence la Marine nationale.
- 7** – Sept principes directeurs pour l'engagement des forces armées à l'étranger.
- 12** – Douze secteurs d'activité d'importance vitale définis en 2006 (énergie, alimentation, gestion de l'eau, activités militaires de l'Etat,...). L'approche française relative à la protection de ces secteurs sera présentée à nos partenaires européens afin de faire déboucher les initiatives de la Commission européenne dans ce domaine.
- 17** – Dix-sept opérations civiles et militaires ont déjà été conduites par l'Union européenne sur quatre continents, impliquant le déploiement de près de 10 000 soldats et de 3 000 policiers européens.
- 18** – La Marine nationale sera équipée de dix-huit fré gates de premier rang.
- 20** – L'industrie navale européenne repose aujourd'hui sur plus de vingt chantiers navals importants ; cette situation doit être comparée avec celle qui prévaut aux Etats-Unis, où les restructurations des années 1990 ont conduit à rationaliser l'industrie navale autour de six chantiers.

22 – Les internautes devraient représenter en 2011 environ vingt-deux pour cent de la population mondiale, soit 1,5 milliards de personnes. Le volume de messages envoyé chaque jour par voie électronique est évalué entre 100 et 200 milliards.

52 – Cinquante-deux personnalités françaises et internationales, représentant 14 nationalités venues de cinq continents, ont été entendues dans le cadre des auditions publiques menées par la Commission du Livre blanc et retransmises sur les chaînes de télévision parlementaires.

300 – Trois cents avions de combat polyvalents de type Rafale ou Mirage 2000 D modernisé composeront un parc unique (air et marine) dont la gestion sera assurée par l'armée de l'air.

800 – Huit cents satellites orbitent aujourd'hui autour de la Terre. La moitié d'entre eux appartient aux Etats-Unis.

10 000 – Le contrat opérationnel de l'armée de Terre prévoit que jusqu'à dix mille militaires devront pouvoir être déployés en cas de crise majeure sur le territoire national en appui du dispositif de sécurité intérieure et de sécurité civile avec pour missions premières : la sécurité des points d'importance vitale, celle des flux terrestres essentiels pour la vie du pays et le contrôle de l'accès au territoire.

12 000 – Douze mille hommes et femmes travaillent directement en France au sein des six services de renseignement. Il faut y ajouter les 4000 hommes et femmes des unités militaires spécialisés de l'armée de terre, de la marine nationale et de l'armée de l'air.

30 000 – Les forces terrestres seront capables d'intervenir dans le cadre d'un engagement majeur multinational, sur un théâtre distant jusqu'à 7000 à 8000 km, en déployant, en six mois, trente mille hommes, pour une durée d'un an.

58 000 – En 2006, cinquante-huit mille militaires ont participé à au moins un déploiement hors du territoire métropolitain.

60 000 – La France souhaite que l'Union européenne se dote effectivement d'une force d'intervention terrestre de 60 000 hommes. Cette force devra pouvoir être déployée pendant un an sur un théâtre éloigné et associée aux moyens aériens et maritimes nécessaires.

88 000 – Une force opérationnelle terrestre de 88 000 hommes permettra de remplir l'ensemble des contrats opérationnels assignés à l'armée de terre par le Livre blanc.

90 000 – Les Nations Unies déploient en 2008 près de 90 000 hommes dans des opérations de maintien de la paix. L'Europe contribue à celles-ci à hauteur de 11 000 hommes.

165 000 – L'industrie de défense française représente environ cent soixante cinq mille emplois directs et au moins autant d'emplois indirects.

250 000 - **250 000 sapeurs - pompiers** constituent, avec 300 000 secouristes, les moyens de proximité de la sécurité civile en France.

780 000 – Chaque année, une classe d'âge complète, soit environ **780 000 jeunes**, participe à la Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD). Cette journée, obligatoire pour les garçons et les filles entre 16 et 18 ans, comprend une sensibilisation des jeunes à leurs devoirs envers la Nation. Elle constitue également une opportunité d'aide pour les jeunes en difficulté.

116 milliards – En 2006, le budget consacré à l'équipement de défense par les Etats-Unis s'est élevé à **116 milliards d'euros**, soit trois fois plus que les dépenses d'équipement de l'Union européenne. L'effort de recherche et développement de défense, auquel les Etats-Unis ont consacré 67 milliards d'euros en 2006, est quant à lui six fois plus élevé que l'effort européen.

300 milliards – Le marché mondial de l'armement est évalué à **300 milliards d'euros**. Il est largement dominé par l'industrie américaine, qui détient à elle seule plus de 50% de parts de marché. L'industrie de défense française, qui se place au deuxième rang européen derrière celle du Royaume-Uni, représente quant à elle un chiffre d'affaires de l'ordre de 15 milliards d'euros.

377 milliards – L'effort cumulé, hors pensions, que la France consacrera à sa défense au cours des douze prochaines années s'élève à **377 milliards d'euros**. La dotation annuelle, hors pensions, passera d'environ 30 milliards d'euros en 2008 à environ 33 milliards d'euros en 2020.

1 204 milliards – Les dépenses militaires dans le monde ont atteint **1 204 milliards de dollars** en 2006 ; après avoir nettement baissé à la fin du siècle dernier, elles sont remontées aujourd'hui au niveau du début des années 1990.